



Nations Unies

Assemblée générale

AG/10697

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-deuxième session

88^e - 89^e & 90^e séances plénières

Matin - après-midi & soir

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: DE LA RÉALISATION DE L'OBJECTIF DU MILLÉNAIRE RELATIF AU
« PARTENARIAT MONDIAL DE DÉVELOPPEMENT » DÉPENDENT TOUTS LES AUTRES,
ESTIMENT LES DÉLÉGATIONS

Après avoir organisé hier une série de tables rondes, l'Assemblée générale a poursuivi aujourd'hui son débat thématique relatif à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en invitant les délégations à donner leurs points de vue sur les meilleurs moyens de réaliser à temps, c'est-à-dire d'ici à 2015, les OMD tels que les a définis la communauté internationale il y a huit ans lors du Sommet du Millénaire.

À l'occasion de cet examen de mi-parcours, l'accent a été tout particulièrement mis sur les Objectifs relatifs à la pauvreté, à l'éducation et à la santé, domaines où la nécessité d'accomplir des progrès est la plus urgente et où l'expérience suggère que des résultats positifs peuvent avoir un effet catalytique sur les autres Objectifs.

Ainsi les pays en développement qui se sont succédés aujourd'hui à la tribune de l'Assemblée générale ont-ils présenté les efforts qu'ils ont déployés pour aligner leurs politiques socioéconomiques sur ces trois Objectifs prioritaires, et les pays développés l'aide apportée pour hâter l'éradication de la faim et de la pauvreté et élargir l'accès aux services de santé. Tous ont cependant reconnu, à la suite du Président de l'Assemblée générale, M. Srgjan Kerim, l'importance de lancer un « partenariat mondial de développement ».

C'est précisément tout le sens du huitième et dernier des OMD, qui vise à mettre en place un tel partenariat. Certes, ont reconnu les intervenants, ce sont les premiers concernés, à savoir les pays en développement, qui portent la responsabilité de la réalisation des Objectifs. Mais le soutien international est crucial à cet égard, surtout pour les pays les plus pauvres et ceux qui souffrent de leur isolement géographique, comme les petits États insulaires en développement ou les États privés de littoral, à l'instar du Mali, qui est venu plaider sa cause et celle des autres pays enclavés.

La délégation du Maroc a pour sa part affirmé que de la réalisation de ce huitième Objectif dépendaient les progrès tangibles susceptibles d'être accomplis pour tous les autres OMD. Dans une économie mondialisée, ont jugé de nombreux intervenants, il faut ménager des perspectives qui, en matière d'échanges, de stabilité financière internationale et de transfert de technologies, permettront aux pays en difficulté de saisir les occasions de s'engager dans un développement soutenu et de l'accélérer.

S'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, la Ministre de l'agriculture d'Antigua-et-Barbuda a justement attribué le retard pris dans la réalisation des OMD au manque de ressources, et en particulier à l'insuffisance de l'aide publique au développement (APD) et de l'allègement de la dette, et au manque d'investissements soutenus. La représentante de la Slovaquie, qui s'exprimait au nom de l'Union européenne, a reconnu qu'il ne fallait pas simplement accroître l'APD, mais aussi améliorer l'efficacité de cette aide et mettre en œuvre les cinq grands principes agréés dans la Déclaration de Paris: appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle.

Le Président de l'Assemblée, M. Kerim avait, à l'ouverture de la séance, averti qu'il ne fallait pas s'accuser les uns les autres, ce qui saperait ce partenariat mondial auquel toutes les délégations aspirent, mais qu'il fallait les uns et les autres se montrer responsables. Conscient des attentes qui existent quant au rôle de leadership de l'Assemblée générale, notamment avec la réunion de haut niveau qui y est prévue le 25 septembre prochain, le Président a espéré que les interventions faites dans le cadre de ce débat thématique permettraient d'adresser un message vigoureux susceptible d'être repris lors des réunions sur le développement qui doivent se tenir plus tard cette année, notamment celles du G-8, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de la session de fonds du Conseil économique et social (ECOSOC) et de la Conférence d'évaluation du Consensus de Monterrey, prévue à Doha au Qatar.

Afin de poursuivre les efforts au-delà de 2008, le Président de l'Assemblée générale a proposé de tenir chaque année jusqu'en 2015, un débat thématique sur les OMD afin d'en évaluer les progrès de mise en œuvre et de tenir les partenaires responsables de leurs promesses. Cette proposition a été saluée et reprise par de nombreuses délégations.

Le débat thématique de l'Assemblée générale se poursuivra demain, jeudi, le 3 avril, à partir de 10 heures.

DÉBAT THÉMATIQUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTITULÉ « CONSTATER LES PROGRÈS, AFFRONTER LES DIFFICULTÉS ET REDRESSER LE CAP AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'ICI À 2015 »

Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire

Déclarations

Ouvrant cette deuxième journée de débat thématique, M. SRGJAN KERIM, Président de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, a rappelé qu'il fallait un élan décisif et la participation de tous les acteurs pour parvenir aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans tous les pays et dans les délais fixés. Nous connaissons les solutions. La question clef est maintenant d'honorer nos engagements, de renforcer nos efforts et d'accélérer les progrès, a-t-il poursuivi. Il a averti qu'il ne fallait pas s'accuser les uns les autres, ce qui saperait le partenariat mondial, mais se montrer tous responsables. Il a affirmé que lorsque l'aide était efficacement alignée sur les priorités nationales et qu'elle était prévisible sur le long terme, des progrès rapides pouvaient être effectués. Il faut traduire, de manière urgente, les engagements politiques en résultats sur le terrain, a-t-il ajouté en affirmant que cela devait se faire en 2008.

Conscient des attentes quant au rôle de leadership de l'Assemblée générale, notamment avec la réunion de haut niveau de septembre prochain, il a espéré que les interventions de ce débat thématique permettraient d'envoyer un message fort aux réunions sur le développement qui doivent se tenir cette année, dont celles du G-8, de la CNUCED, de l'ECOSOC et de Doha. Afin de poursuivre les efforts au-delà de 2008, le Président de l'Assemblée générale a proposé de tenir chaque année jusqu'en 2015, un débat thématique sur les OMD afin d'en évaluer les progrès et tenir les partenaires responsables de leurs promesses.

Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, Mme JOANNE MASSIAH, Ministre de l'agriculture, des terres, des ressources aquatiques et de l'agro-industrie d'Antigua-et-Barbuda, a déclaré que les retards pris dans la réalisation des OMD étaient dus au manque de ressources. Elle a rappelé que lors de la Conférence de Monterrey en 2002, les dirigeants du monde entier avaient admis que les réformes engagées par les pays en développement devaient être appuyées par une aide internationale accrue, l'allègement de la dette et des investissements soutenus. Ainsi, la Conférence de Monterrey a renforcé l'idée que la réalisation des OMD doit être un effort partagé. La Ministre a donc de nouveau regretté que les pays industrialisés n'aient pas, à ce stade, répondu aux attentes. En outre, a-t-elle estimé, l'appui aux efforts de développement des institutions spécialisées demeure incohérent alors que dans le domaine du commerce international, les choses ne s'améliorent pas non plus.

La Ministre a donc voulu que la réunion prévue à Doha sur le suivi de la Conférence de Monterrey soit l'occasion de décider d'une approche globale et efficace pour la mobilisation des ressources. Pour que la pauvreté dans le monde atteigne les taux fixés par les OMD, la croissance économique doit se maintenir à 3,5%. Compte tenu du risque de récession, la Ministre a jugé essentiel que les institutions financières internationales mettent en place des stratégies en faveur des pays en développement les plus sensibles aux crises économiques pour éviter un inversement des progrès vers les OMD. Le Groupe des 77 et la Chine appelle, a insisté la Ministre, à des progrès dans la réalisation de l'OMD n°8 relatif au partenariat mondial pour le développement. Elle a aussi plaidé pour la mise au point d'un mécanisme de suivi qui évalue équitablement les responsabilités partagées des donateurs comme des bénéficiaires dans la réalisation des OMD.

S'exprimant au nom de l'Union européenne, M. ZIGA TURK, Ministre de la croissance de la République de Slovénie, s'est déclaré convaincu que les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement ne consistaient pas seulement en l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) que les pays européens ont décidé de porter à 0,7% de leur produit national brut (PNB) d'ici à 2015. Il s'agit, a-t-il souligné, d'améliorer l'efficacité de cette aide en réalisant des progrès tangibles dans les quatre domaines identifiés dans la Déclaration de Paris, à savoir la division du travail entre donateurs, la prévisibilité de l'aide, un recours plus fréquent aux systèmes des pays et la responsabilité mutuelle face aux résultats.

Toutefois, a prévenu le Ministre, l'aide étrangère ne peut que compléter les efforts nationaux. Il faut que les stratégies nationales reflètent mieux les OMD et que le lien entre les bonnes stratégies de réduction de la pauvreté et les allocations budgétaires soit renforcé. Chaque pays doit s'approprier le processus de réalisation des OMD et assumer la responsabilité des résultats. L'Union européenne, a poursuivi le Ministre, adhère à la définition multidimensionnelle de la pauvreté, qui englobe, au-delà du revenu, des aspects aussi fondamentaux que ceux de l'accès aux services de santé, aux services sociaux et à l'éducation, de l'égalité entre les sexes, de l'inclusion sociale, et du manque de représentativité et de participation aux processus de prise de décision. Compte tenu de la vulnérabilité particulière des femmes et des filles face à la pauvreté et le fait qu'elles représentent la majorité des populations pauvres du monde, des politiques et des stratégies adaptées sont indispensables pour venir en aide à cette catégorie de la population, a estimé le Ministre.

En outre, la formation et l'éducation devraient se trouver au cœur de toutes les politiques de développement, a-t-il poursuivi. Une approche holistique et cohérente doit être privilégiée pour obtenir des résultats concrets en ce domaine. L'accent doit être mis sur l'éducation primaire, sans pour autant négliger les cycles ultérieurs, a ajouté le Ministre. En matière de santé, il a regretté qu'aucune région n'ait encore atteint des baisses suffisantes du taux de mortalité infantile et maternelle. Il a donc encouragé à consolider les progrès réalisés dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies et a demandé aux donateurs de fournir des ressources supplémentaires et de coordonner leurs actions.

Pour sa part, l'Union européenne, a dit le Ministre, met l'accent sur l'aide aux jeunes les plus pauvres des pays en développement. Pour la période 2008-2013, l'éducation et la santé font partie intégrante du dixième Fonds de développement européen. Des progrès dans ces deux domaines prioritaires dépendent l'autonomisation des femmes et le recul de la pauvreté.

M. IFTEKHAR AHMED CHOWDHURY, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh, a souligné que l'augmentation sans précédent de 40% des prix des denrées alimentaires touche principalement les pays pauvres où les ménages doivent consacrer jusqu'à 79% de leur revenu à l'achat de nourriture. Pour vaincre la faim, il faut, a dit le Ministre, avoir accès aux surplus des pays développés. Ce n'est que dans ces conditions que nous pourrions atteindre l'ODD n°1. L'ODD n°7 relatif à un environnement durable est également extrêmement important mais malheureusement, a regretté le Ministre, le principe sacro-saint de la responsabilité commune mais différenciée a connu un échec dû à la politisation des discours. Les pays développés doivent s'engager sans conditions à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un organe international pour le transfert de technologies propres devrait être établi pour aider les pays en développement, a recommandé le Ministre. Il a aussi estimé que la non-prévisibilité des financements rendait impossible la réalisation des OMD de santé alors que la parité dans l'accès à l'éducation reste un défi, 78 pays n'étant pas en mesure d'atteindre cet objectif d'ici à 2015. Pour passer de la rhétorique à l'action, il faut que les pays développés parviennent au taux 0,7% de leur PNB fixé pour l'APD, annulent la dette des pays en développement et accordent un accès à leur marché aux pays les moins avancés (PMA).

L'évaluation des progrès étant extrêmement importante pour continuer à aller de l'avant, M. RANKO SKRBIC (Bosnie-Herzégovine) a indiqué que son pays s'appuyait sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples réalisées, en 2000 et 2006, par le Ministère de la santé et du bien-être social avec la collaboration d'instituts statistiques soutenus par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Ministère britannique au développement international. Il a précisé que cette étude s'est appuyée sur 90 indicateurs relatifs à la nutrition, la santé infantile, l'environnement, la santé reproductive, le développement de l'enfance, l'éducation, la protection de l'enfance, le VIH/sida, les comportements sexuels, les orphelins et l'enfance vulnérable. La récente conférence ministérielle sur la santé en Bosnie-Herzégovine a été un exemple positif de la manière dont le Gouvernement s'implique dans l'amélioration de la coordination des efforts en la matière, a, par exemple, dit le représentant.

Il s'est d'ailleurs inquiété de la tendance à la baisse de la natalité et de ses conséquences sur les futures capacités de production de son pays mais aussi sur la santé d'une population vieillissante. Le représentant a également mentionné le poids des investissements nécessaires pour s'adapter aux normes de l'Union européenne en matière de santé publique et de protection de l'environnement. Il a

enfin noté les changements socioculturels et pressions exercées sur l'institution du mariage et de la famille, au nom d'une mentalité de société de consommation et d'une notion de liberté individuelle contestable. Il semble, s'est-il inquiété, que l'avortement soit devenu un modèle de planification familiale. L'étude des comportements de la population est indispensable à la définition d'une stratégie pour la santé, l'éducation et le bien-être, a-t-il dit, en ajoutant qu'un recensement constituera le point de départ d'une analyse complète des indicateurs démographiques et jettera les bases d'une politique de la population.

Mme MAJLINDA BREGU (Albanie) a déclaré que les pays développés et en développement ont la responsabilité partagée et urgente de transformer le partenariat mondial pour le développement en succès. L'Albanie, a-t-elle expliqué, se livre à l'exercice unique qui consiste à « albaniser » les OMD en tenant compte non seulement des besoins locaux mais aussi de la perspective régionale. L'Albanie, a-t-elle affirmé, est probablement le seul pays au monde où les OMD sont utilisés pour promouvoir le développement national par des stratégies de développement régional. Aussi, l'amélioration de la gouvernance a été ajoutée aux huit autres OMD. Ce n'est pas seulement un objectif en tant que tel mais une des principales conditions préalables à la réalisation des autres OMD et à l'intégration européenne. Ainsi en 2007, l'économie albanaise a montré des tendances positives dans le domaine d'une croissance économique qui devrait atteindre un taux de 6% cette année. La stabilité macroéconomique et le renforcement des réformes structurelles ont ainsi servi une économie plus efficace. En matière de lutte contre la pauvreté, l'Albanie s'appuie donc sur une croissance économique soutenue.

Énumérant les succès dans les domaines de l'éducation et de la santé, la représentante n'a pas caché les défis qui restent à relever. La mise en œuvre des stratégies régionales de développement exige encore des efforts supplémentaires de la part des gouvernements locaux, du gouvernement central, de la société civile et de la communauté des donateurs, a-t-elle dit. Il faut aussi davantage intégrer les OMD dans l'approche d'inclusion sociale de l'Union européenne. Il faut également mieux suivre les progrès dans la réalisation des OMD à tous les niveaux du pouvoir national pour renforcer la responsabilité politique des gouvernements local et central et réduire les spéculations sur le « marché politique ». En la matière, le développement d'une bonne base de statistiques est un facteur clef.

M. CHAHAY THAN, Ministre de la planification du Cambodge, a indiqué que le PNB du pays a augmenté de 10,6% entre 2003 et 2006, puis de 10,1% en 2007, le PNB par habitant ayant atteint 586 dollars en 2007. Cependant, la croissance économique du Cambodge ne profite qu'à une faible portion de la population, essentiellement urbaine, et les inégalités entre les secteurs urbain et rural augmentent, a regretté le Ministre. Pour mettre en œuvre la déclaration de Rome, le Gouvernement a préparé un Plan national pour une Stratégie de développement 2006-2010, qui sert de cadre aux activités prévues pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les résultats atteints par le Cambodge en vue de réaliser ces Objectifs sont cependant inégaux, a précisé le Ministre. Il a signalé des améliorations en ce qui concerne les taux de pauvreté dans les zones urbaines, citant le cas de la capitale Phnom Penh, dont le taux est de 4,6%, et celles des zones rurales les plus accessibles où ce taux est de 20,5%. Le Ministre a ajouté que l'éducation primaire bénéficie maintenant à davantage d'enfants et que les taux de mortalité infantile et des enfants de moins de 5 ans ont fortement baissé, même s'ils restent encore très hauts (respectivement 66 et 83‰). Des progrès ont encore été accomplis en matière de vaccination contre les maladies infantiles principales, ainsi qu'en ce qui concerne l'allaitement, la réduction des inégalités entre les sexes, la réduction des maladies contagieuses. Il a souligné la réduction du taux de prévalence du VIH/sida qui est tombé à 0,60%. Il a encore noté des améliorations quant à l'accès à l'eau et à l'assainissement.

M. Chahay Than a aussi abordé les défis que rencontre son pays pour atteindre les OMD, en particulier pour réduire la pauvreté rurale, améliorer les conditions de vie, et renforcer les infrastructures économiques. Il a relevé les progrès limités en matière d'éducation primaire universelle, ainsi que le manque de qualification des travailleurs. Enfin, il a également noté l'accès limité aux services de santé, notamment pour les femmes, le taux de mortalité maternelle étant très élevé. Le Gouvernement cambodgien reconnaît que les progrès sont liés aux généreuses contributions de ses partenaires en matière de coopération, a-t-il indiqué, en exprimant sa reconnaissance à leur égard. Il a fait remarquer que le Cambodge avait amélioré l'efficacité avec laquelle il utilise les financements reçus dans ce cadre. Mais d'autres soutiens, financiers et techniques, sont encore nécessaires pour atteindre les OMD, a-t-il conclu, appelant à un effort collectif en ce sens.

M. DENIS LOWE, Ministre des affaires sociales, de l'émancipation et du développement urbain de la Barbade, a souligné que même si la pauvreté extrême n'existe pas à la Barbade, des poches de pauvreté subsistent. Une évaluation de ce phénomène au niveau national sera faite dans deux mois, et dans un an et demi, le premier rapport sur le développement humain à la Barbade sera rendu public. Ce document, a annoncé le Ministre, contiendra des données sur la réalisation de certains des OMD. En outre, un programme d'autonomisation des citoyens sera prochainement mis en place. L'éducation figure depuis des années au cœur des stratégies de développement socioéconomique de la Barbade, a-t-il poursuivi.

M. Lowe s'est félicité que son pays ait donc réalisé l'OMD n°2 et soit même allé au-delà. Par ailleurs, la santé est considérée comme un droit fondamental, a-t-il affirmé, en expliquant que l'accès aux soins de santé est universel depuis plusieurs années. Les taux de mortalité infantile et maternelle figurent parmi les plus bas des Caraïbes même si le pays est confronté aux problèmes liés à la lutte contre le VIH/sida. En effet, 1,8% de la population est touchée par la pandémie, en particulier les personnes âgées de 15 à 49 ans. Toutefois des signes encourageants indiquent un changement de comportement parmi les populations à risque.

En conclusion, le Ministre a fustigé la tendance de la communauté internationale à se montrer quelque peu « tiède » face aux pays qui ont dépassé les OMD. Cela devient plus inquiétant lorsqu'il s'agit comme la Barbade de pays qui mettent sur la table leurs propres spécificités et vulnérabilités. Ainsi, le Consensus de Monterrey n'apporte pas de réponses adéquates aux besoins de ces pays. Ni le Programme d'action de la Barbade ni la Stratégie de Maurice, qui a suivi, ne bénéficie de la coopération requise de la part de la communauté internationale. Le Ministre a donc appelé au renforcement des partenariats tant entre le Nord et le Sud qu'entre le Sud et le Sud. Les OMD, a-t-il prévenu, ne pourront être réalisés sans la matérialisation de l'OMD n°8.

M. MAITHA SALEM ALSHAMSI, Ministre d'État des Émirats arabes unis, a affirmé que l'éradication de la pauvreté et de la faim était un élément essentiel du renforcement de la paix et du maintien de la sécurité dans le monde. Il a estimé que cela nécessitait un partenariat mondial fort, dans lequel les pays développés et en développement respectent chacun ses responsabilités, sur la base de la Déclaration du Millénaire et du Consensus de Monterrey notamment. À cet égard, il a exhorté les pays développés à honorer leur engagement en matière d'aide publique au développement (APD) et d'allègement de la dette, tout en insistant sur l'importance de permettre aux pays du Sud de participer au commerce mondial de manière équitable et de leur fournir une assistance technique pour le renforcement de leurs capacités.

Faisant état de la politique économique des Émirats arabes unis, il a indiqué que celle-ci se concentrait sur le développement du capital humain, sur l'investissement des revenus du pétrole et sur des mesures incitatives visant à stimuler le secteur privé et attirer les investissements étrangers. Nous avons ainsi réussi à éradiquer complètement la pauvreté et à augmenter le revenu moyen par habitant, qui est le plus haut au Moyen-Orient, a-t-il fait valoir. Par ailleurs, M. Alshamsi a fait remarquer que le taux de scolarisation primaire était de 98% dans les Émirats, que les taux de mortalité infantile et maternelle y avaient été réduits, que les Émirats arabes bénéficiaient du taux de prévalence du VIH/sida le plus bas au monde, et que 94% des enfants recevaient une vaccination. Le Ministre d'État a aussi affirmé que les Émirats consacraient 3,6% de leur PNB à l'assistance aux pays en développement.

Mme IRYNA KRYUCHKOVA, Vice-Ministre de l'économie de l'Ukraine, a indiqué que son pays avait été l'un des premiers à avoir adhéré à la Déclaration du Millénaire et que l'année 2003 avait vu l'élaboration en Ukraine du premier rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'une des premières mesures que nous avons prises pour atteindre les OMD a été l'amélioration des institutions ukrainiennes. Le nouveau Gouvernement dispose d'un programme de développement qui vise l'élimination de la pauvreté, l'amélioration des normes sociales et l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'espace atlantique. S'agissant de la réduction de la pauvreté, elle a indiqué que son pays avait fixé comme objectif de faire passer le pourcentage de personnes vivant avec 4,3 dollars par jour à 1%, en précisant qu'au cours des quatre dernières années, le niveau de vie moyen avait augmenté de 1,6%. L'Ukraine a aussi adopté des règles permettant l'augmentation des retraites à partir du 1^{er} juillet prochain.

Le Gouvernement tente aussi d'harmoniser les normes scolaires avec celles de l'Union européenne. Grâce aux modifications structurelles de l'économie et à la réglementation en matière écologique, a ajouté la Vice-Ministre, nous avons obtenu une stabilisation des niveaux de pollution. Nous devons toutefois augmenter la proportion des personnes ayant accès à l'eau potable. La mortalité maternelle a connu une tendance à la baisse, tout comme les indicateurs de mortalité infantile. La Vice-Ministre a toutefois reconnu que les taux de tuberculose que connaît l'Ukraine, soit 16,1%, étaient parmi les plus élevés en Europe et constituaient une menace pour le pays dans la mesure où au cours des 15 dernières années, les indicateurs de mortalité liés à cette maladie avaient augmenté de 2,7%. S'agissant de l'égalité entre les sexes, elle a précisé qu'une loi sur la parité avait été adoptée en 2007, mais que les disparités salariales étaient encore très élevées.

M. RICHARD KONTEH, Vice-Ministre des finances et du développement économique de la Sierra Leone, a attiré l'attention de l'Assemblée sur les mauvais indices de son pays en matière de pauvreté, de mortalité maternelle et infantile et d'analphabétisme. S'il tire une certaine fierté de ses résultats en matière de démocratie et de bonne gouvernance, cet État encore fragile se voit aujourd'hui menacé par la hausse du prix du pétrole et des denrées alimentaires. Les priorités du Gouvernement, a dit le Vice-Ministre, sont entre autres, la fourniture d'énergie comme moteur du développement et de la croissance économique, l'accès à l'eau potable, la relance du secteur agricole, l'amélioration des infrastructures de santé et autres, l'accès à l'éducation, la réforme du secteur public et l'autonomisation des jeunes. Dans tout ceci, le but est de pouvoir bénéficier d'un partenariat public/privé, a dit M. Konteh, en soulignant la détermination de son gouvernement à renforcer le secteur privé national. Parmi les défis, il a cité la flambée du prix du pétrole et des denrées alimentaires, le caractère imprévisible des flux d'aide au développement qui rend difficile toute planification, la non-appropriation nationale de l'Agenda du développement et les conditionnalités imposées aux pays en développement quel que soit d'ailleurs leur degré d'avancement.

M. BOUNKEUT SANGSOMSAK, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, a indiqué que son pays avait intégré les OMD à sa politique nationale d'éradication de la pauvreté, qui comprend un plan quinquennal de développement économique et social et qui s'appuie sur l'accélération de la croissance économique. Cette stratégie, a-t-il précisé, donne la priorité aux 47 districts qui sont parmi les plus pauvres du pays, avec comme objectif de les intégrer progressivement dans l'économie nationale. Il a également indiqué que cette politique s'appuyait sur 11 programmes se déclinant en 111 projets concrets menés du centre vers les périphéries. Il a mis l'accent sur les efforts du Gouvernement lao en matière de financement qui s'opèrent par le biais de la promotion des investissements, et des petites et moyennes entreprises dans les zones rurales, notamment dans des domaines présentant des potentiels novateurs comme l'hydroélectricité.

Depuis la publication de son premier rapport sur les OMD, la République démocratique populaire lao a maintenu une croissance économique robuste de 8% en 2007, alors que le pourcentage de pauvres y a baissé de 48% à 28,7% entre 1990 et 2007. À l'école primaire, le taux de scolarisation est passé de 58% à 84% entre 1991 et 2005, s'est-il aussi félicité, en mentionnant encore la baisse de la mortalité infantile, passée de 104 à 70 pour 1 000 enfants entre 1995 et 2005. Autant de chiffres, a-t-il ajouté, qui montrent que les OMD sont à portée de main d'ici à 2015. Le Vice-Ministre a néanmoins exhorté la communauté des donateurs à appuyer le renforcement des capacités humaines et institutionnelles de son pays, ainsi que celle des infrastructures de base telles que les voies de transport et de communication. Soulignant que son pays était en train d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il a souhaité que les procédures soient simplifiées pour accélérer cette adhésion. En matière d'aide publique au développement (APD), il a invité les donateurs à faire preuve de plus de cohérence, en estimant que l'aide sans condition demeurerait l'assistance la plus efficace aux efforts de développement de la République lao.

M. RAMSY EZZELDIN RAMZY, Vice-Ministre des affaires étrangères, chargé des relations économiques internationales et de la coopération de l'Égypte, a estimé que les efforts que déploient les pays en développement pour éliminer la pauvreté exigent un environnement international propice passant par un accroissement de l'aide publique au développement, et la mise en place d'initiatives d'allègement de la dette et d'accords permettant de redresser les inégalités du système commercial actuel. De plus, a regretté le Vice-Ministre, les pays en développement ne font pas entendre leur voix et ne participent pas aux processus internationaux de prises de décisions économiques. Le Vice-

Ministre a expliqué que son pays attachait une importance toute particulière à la réduction des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, taux qui sont passés de 91‰ en 1990 à 35‰ en 2006. L'Égypte se trouve en bonne voie de réaliser, d'ici à 2015, l'Objectif n°4 des OMD qui est de réduire des deux tiers les taux de mortalité infantile. Les taux de mortalité maternelle en revanche sont de 84 pour 100 000 naissances vivantes. Des efforts sont en cours afin de promouvoir l'accès aux soins de santé des femmes vivant en zones rurales et de faire diminuer de 75% les taux de mortalité maternelle. S'agissant du VIH/sida, le Vice-Ministre a signalé le lien étroit entre cette pandémie, la tuberculose et le paludisme. Le Vice-Ministre a par ailleurs souhaité que la communauté internationale accorde la même attention à la réalisation des OMD par les pays en développement que celle qu'elle a accordée aux changements climatiques. Il a souhaité que les résultats des diverses réunions qui se profilent au cours de l'année sur le développement donnent un élan à la Conférence d'examen du financement du développement prévue à Doha en novembre et en décembre prochains. Le financement du développement, a-t-il insisté, est en effet au cœur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Mme CAROLINA RENTERÍA, Directrice générale du Département de planification nationale de la Colombie, a indiqué que son pays a connu une forte croissance économique au cours des cinq dernières années, avec une moyenne de 5,3%, principalement grâce aux investissements. Pour la même période, le taux d'investissement est passé de 15,7% à 27,8%, a-t-elle signalé, dont 21% constitués par des investissements étrangers directs. Mme Rentería a assuré que le Gouvernement colombien s'emploie à faire bénéficier la population de ces investissements. Un Plan de développement national pour 2006-2010 a été adopté, qui prévoit des investissements sociaux visant les groupes et les régions les plus en retard dans leur développement. Le pays se dirige donc fermement vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, certains devant même être atteints de façon anticipée en 2010, a-t-elle annoncé.

Mme Rentería a donné des précisions sur les étapes franchies en vue de cette réalisation, comme pour la réduction de l'extrême pauvreté qui est passée de 21,6% en 2002 à 12% en 2006, avec l'intention d'atteindre 8% en 2010. Le but universel à atteindre dans ce domaine étant de 8,8% en 2015, la Colombie est ambitieuse sur cette question qui la touche particulièrement. La représentante a aussi fait part des progrès réalisés en matière d'éducation primaire, avec un taux de scolarisation de 96% en 2006, et dans le domaine de la santé. Une couverture universelle est en effet prévue pour 2009. Le pays s'est aussi engagé à améliorer les conditions de logement et sanitaires. La représentante a ajouté que le Gouvernement s'attache à assurer un environnement durable, notamment par la reforestation de 30 000 hectares au cours des dernières années.

Pour atteindre les OMD, la Colombie dépend de l'aide financière et technique provenant de la coopération internationale, a poursuivi Mme Rentería. Elle a estimé que la communauté internationale devrait à ce titre définir des critères plus efficaces pour aider les pays à revenu moyen. Elle a aussi indiqué que la Colombie cherche activement à réduire les fossés entre les catégories sociales, entre les régions et entre les zones rurales et urbaines. Sa politique s'oriente plus vers la promotion sociale que vers l'assistance sociale. L'un des objectifs de la Stratégie de réduction de la pauvreté est d'ailleurs de coordonner les services sociaux de l'État, pour atteindre notamment les 440 000 familles victimes de déplacements forcés. Enfin, Mme Rentería a noté les progrès accomplis dans la promotion de l'égalité entre les sexes, ainsi que pour augmenter l'implication des acteurs de la société civile et du secteur privé dans le suivi de la mise en œuvre des OMD.

M. GARETH THOMAS (Royaume-Uni) a déclaré que lorsque près d'un milliard de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, la relance de la croissance économique et des échanges commerciaux internationaux est indispensable. Lorsque 72 millions d'enfants n'ont pas suivi d'enseignement primaire en 2005, construire des écoles et embaucher de nombreux professeurs est aussi un impératif. Et quand plus de 10 millions d'enfants meurent chaque année de maladies évitables avant leur cinquième anniversaire, il n'est plus possible d'ignorer la gravité de la mortalité infantile, a ajouté le représentant. Il est donc plus que jamais nécessaire pour la communauté internationale de réaffirmer son engagement à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Hier, a continué M. Garrett, le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général de l'ONU ont souhaité que 2008 soit un tournant pour les efforts à déployer en ce sens. Pour sa part, le Royaume-Uni organisera le 6 mai prochain, à Londres, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), une réunion de chefs de grandes entreprises. Cette manifestation ne sera

qu'une de celles qui paveront la voie à la tenue d'une réunion de haut niveau sur les OMD, convoquée le 25 septembre par le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée. Nous espérons qu'à cette occasion, les États Membres prendront des engagements spécifiques et adopteront des plans d'action concrets, a dit M. Thomas. Rien que la semaine dernière, le Premier Ministre britannique, Gordon Brown, et le Président français Nicolas Sarkozy, ont annoncé un partenariat en vue d'aider 16 millions d'enfants à aller à l'école d'ici à 2010. En outre, a rappelé M. Thomas, le Royaume-Uni a en septembre dernier, lancé avec les ministres de pays en développement et des pays donateurs, un partenariat international sur la santé, afin d'améliorer la coordination dans l'affectation des ressources en la matière.

M. MARIO ROLANDO PIVARAL MUNOZ (Guatemala) a affirmé que la hausse de la croissance économique des secteurs dans lesquels travaillent les portions les plus pauvres de la population, comme l'agriculture, était la clef de la réalisation des OMD d'ici à 2015. Nous devons, a-t-il dit, lancer des politiques de redistribution des revenus et coordonner les programmes sociaux au niveau régional. Le représentant a ajouté que la lutte contre la pauvreté était l'affaire de toutes les parties œuvrant à la recherche de l'égalité sociale. Il a ensuite expliqué que son pays accordait une place particulière à la promotion de la diversité culturelle et de la parité entre les sexes pour atteindre les OMD dans un contexte favorable au rapprochement des peuples. M. Munoz a noté que le Guatemala avait accompli d'importants progrès aux plans de l'éducation, de la santé et du développement des institutions, grâce à l'accroissement des parts budgétaires allouées à ces chantiers. Il a toutefois admis que 10 ans après la signature des accords de paix, la consolidation de l'État de droit, indispensable selon lui pour réduire la pauvreté, restait problématique. Le représentant a conclu en soulignant la nécessité de conjuguer les efforts nationaux de développement à des partenariats solides noués avec les principales économies développées.

Mme HIJIYA AMINA IBRAHIM, Assistante spéciale du Président du Nigéria pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a expliqué que son pays demeurait fermement engagé en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire, notamment en alignant sur ceux-ci ses stratégies de développement. Le défi qui consiste à faire que les conditions nécessaires à la croissance économique n'aient pas d'impact négatif sur les vies des populations les plus pauvres est actuellement pris en compte dans le cadre du prochain programme de réforme économique du Nigéria, grâce en particulier aux ressources libérées par l'effacement d'une partie de sa dette. L'expérience de ce pays a montré qu'un des domaines dans lequel des progrès étaient absolument nécessaires était le renforcement de la productivité du secteur agricole, a affirmé Mme Ibrahim, qui a donc indiqué que des efforts sont déployés en ce sens par son gouvernement. Par ailleurs, grâce à son Programme d'éducation élémentaire universelle, lancé en 1999, le Nigéria devrait pouvoir réaliser l'Objectif du Millénaire lié à l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015. Quant aux perspectives de réaliser celui de la promotion de l'égalité entre les sexes, en particulier dans le cadre de la scolarisation, elles semblent encourageantes, a poursuivi la déléguée. Le pays fait aussi des efforts constants dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida, même si les progrès obtenus jusqu'à présent sont entravés par les difficultés à se procurer des traitements antirétroviraux. Mme Amina Ibrahim a estimé que l'assistance au développement concernant la lutte contre la pandémie devrait mettre l'accent sur le renforcement des capacités et sur la mise en œuvre des stratégies nationales par le pays lui-même. Le Gouvernement nigérian accorde aussi une grande importance à la réforme de son économie et à l'amélioration de la transparence et de la responsabilité du secteur privé, a expliqué la représentante, et ce afin de créer un environnement macroéconomique favorable à la croissance et au développement et de faciliter ainsi la réalisation des OMD. À cette fin, la coopération des partenaires de développement est particulièrement importante pour obtenir des résultats tangibles en ce domaine, a conclu Mme Ibrahim.

M. ALEXIS BIZIMUNGU, Chef de cabinet du Vice-Ministre chargé de la planification du Burundi, a indiqué que son pays connaîtra un retard dans la réalisation du premier Objectif du Millénaire, qui est de réduire de moitié à l'horizon 2015 la pauvreté et la faim. L'indice de pauvreté qui était de 34,8% en 1990 est passé aujourd'hui à 68%, a-t-il regretté. Une nette amélioration s'est manifestée par ailleurs en matière de parité puisqu'un quota de 30% de sièges dans les institutions est réservé aux femmes. Le taux net de scolarisation, qui était de 42% en 1996 a connu une nette amélioration puisqu'il a augmenté de 101,3% à la date de 2007 en raison de la normalisation des conditions sécuritaires sur l'ensemble du territoire et de la gratuité de la scolarisation au niveau primaire. Sur le plan sanitaire, la situation des enfants de moins de 5 ans est très préoccupante en raison de la détérioration des infrastructures sanitaires, du manque de personnel formé et de l'inaccessibilité de certaines zones du pays. La pandémie du VIH/sida, a ajouté le Chef de cabinet,

freine les efforts de développement déployés par le Gouvernement. Le taux de prévalence se situe autour de 10% à 11% au plan national. S'agissant de l'approvisionnement en eau potable, il a expliqué que les divers programmes d'investissements publics avaient été ralentis en raison de la crise alors qu'avant 1993, la proportion de la population ayant durablement accès à une source d'eau potable avait augmenté de manière significative. Il est donc peu probable que cette cible soit atteinte en 2015. Il a conclu en appelant la communauté internationale à maintenir son niveau d'aide au Burundi, y compris l'annulation de la dette; à renforcer les capacités des pays en développement, et à établir une stratégie intégrée du financement du développement, sans quoi, les Objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas réalisables, et leur réalisation sera même compromise.

M. CLAUDE HELLER (Mexique), au nom du Groupe de Rio, a rappelé que le développement était une responsabilité partagée, nécessitant un engagement de tous les pays en faveur de la coopération internationale. Il est particulièrement nécessaire que tous les pays développés respectent l'engagement de verser 0,7% de leur PNB à l'APD, a-t-il insisté. En la matière, il a souligné la pertinence de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les pays, a-t-il poursuivi, pouvant vivre des situations différentes, il faut faire en sorte que ceux qui ont le plus besoin reçoivent l'appui de la communauté internationale. Dans ce contexte, le représentant a attiré l'attention sur la situation des pays à revenu intermédiaire qui abritent 40% des personnes qui vivent avec moins de deux dollars. Il a aussi jugé utile de continuer à rechercher des mécanismes novateurs de financement qui ne doivent cependant pas se substituer aux mécanismes existants.

S'exprimait au nom des pays nordiques, M. ANDERS LIDÉN (Suède) s'est déclaré convaincu que la santé des femmes, comme la possibilité pour elles de participer à la vie d'une société, était une exigence préalable pour tout pays qui souhaite réaliser pleinement son développement socioéconomique durable. Ensuite, a-t-il ajouté, les pays nordiques estiment que la capacité des femmes à maîtriser leur propre fertilité et à avoir accès aux services de santé génésique était nécessaire pour réduire de manière significative les taux de mortalité infantile et maternelle. En outre, l'accès des jeunes aux moyens contraceptifs, à l'éducation sexuelle et aux services de santé reproductive constitue la meilleure façon de garantir la prévention de la pandémie de VIH/sida. Enfin, l'accès sans entrave de toute personne qui le souhaite à ces mêmes services est indispensable pour réaliser l'égalité entre les sexes.

Mais la route sera longue pour atteindre de tels objectifs, a prévenu M. Lidén. En effet, 70% des 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté extrême sont des femmes et des filles, et deux tiers du travail effectué au niveau mondial l'est par celles-ci, pour moins de 5% des revenus cumulés. Chaque année, plus de 500 000 femmes meurent en couches ou pendant la grossesse –soit une par minute– dont 90% vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Et entre un quart et la moitié des filles vivant dans des pays en développement deviennent mères avant l'âge de 18 ans. Enfin, environ 60% des adultes infectés par le VIH/sida en Afrique subsaharienne sont des femmes et 75% des jeunes touchés par la pandémie sont des filles et des femmes âgées de 15 à 24 ans.

Les pays nordiques ont donc décidé de placer les droits à la santé reproductive et sexuelle au cœur de leurs efforts de coopération en matière de développement international, a affirmé Anders Lidén. M. Lidén a encouragé en conclusion tous les partenaires de la Suède à faire de même, sous les auspices des Nations Unies.

M. GERHARD PFANZELTER (Autriche) a signalé que le défi de l'élimination de la pauvreté se trouve exacerbé par le phénomène des changements climatiques. Nos efforts de lutte contre un tel phénomène sont donc étroitement liés à la lutte contre la pauvreté, a-t-il dit. Il est impératif de venir en aide aux régions du monde qui font face à la sécheresse, aux inondations à la dégradation des sols et à la désertification, sans quoi la réalisation des OMD resteront lettres mortes. Nous devons également intensifier notre coopération internationale sur les questions énergétiques. La mise en place de systèmes énergétiques durables est une condition préalable à la réalisation des OMD, et en la matière, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques demeurent le forum légitime pour les négociations. Le représentant a signalé que son pays faisait partie du Réseau pour la sécurité humaine qui se demande aussi comment les changements climatiques affectent les segments les plus vulnérables de la population comme les femmes. Étant donné que les femmes constituent la majorité des pauvres dans le monde, une synergie importante doit se mettre en place sur la base d'une telle approche qui aura également un impact important le développement et la pauvreté.

Mme AMI DIALLO (Mali), s'exprimant au nom du Groupe des pays en développement sans littoral, a déclaré qu'à l'aube du vingt et unième siècle, l'extrême pauvreté n'était plus tolérable. Elle a expliqué que sept ans après l'engagement pris de réaliser les OMD d'ici à 2015, les pays en développement sans littoral souffraient toujours d'un manque criant de ressources. Avec 12,5% de la superficie des continents et 4% de la population de la planète, nous ne recevons que 0,3% du PIB mondial, a-t-elle dit. La représentante a ajouté que le niveau d'enrichissement moyen par tête d'habitant de ces pays était nettement en dessous de celui des autres pays en développement. Le poids de l'enclavement pèse lourdement sur l'atteinte des OMD, a encore indiqué Mme Diallo, notamment dans des domaines tels que la lutte contre la malnutrition, la santé, l'éducation, la lutte contre le VIH/sida et les autres maladies. À cette aune, elle a déclaré que les pays du Groupe qu'elle représentait méritaient une attention particulière de la communauté internationale. Celle-ci doit se concentrer davantage sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty contre les effets néfastes de l'enclavement, compte tenu en outre de l'évolution du climat et de l'augmentation du prix des hydrocarbures, a précisé la déléguée malienne. Elle a conclu en appelant la communauté internationale à appuyer le processus d'examen du Programme d'action, qui aura lieu les 2 et 3 octobre prochains.

Mme FEKITAMOEOLOA UTOIKAMANU (Tonga), qui s'exprimait au nom du Forum des îles du Pacifique, a indiqué que les îles du Pacifique faisaient face à des défis particuliers pour atteindre les OMD en raison de leur taille, de leur isolement par rapport aux marchés, de leurs ressources humaines limitées et de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux effets des changements climatiques. Elle a indiqué que la coopération et l'intégration régionales étaient essentielles pour faire face à ces contraintes. Par ailleurs, elle a noté que si la région Asie-Pacifique connaissait les meilleurs résultats en matière de réduction de la pauvreté, les petits États insulaires en développement de la région ne connaissaient cependant pas le même succès, leur taux de croissance économique étant plus bas et leur pauvreté plus importante. Elle a souligné que la croissance moyenne de ces îles était de 3% par année mais que les performances par pays étaient diverses et inégales.

S'agissant spécifiquement des OMD, elle a constaté que si un ménage sur quatre connaissait la pauvreté dans le Pacifique, la faim n'y constitue cependant pas un problème de taille. En outre, elle a fait part de progrès considérables en ce qui concerne les opportunités éducatives et la parité dans l'éducation, avec des taux de scolarisation allant de 60,3% à 100% selon les pays. De plus, elle a constaté le nombre de plus en plus important de femmes présentes sur le marché du travail ainsi que la baisse des taux de mortalité infantile et maternelle. S'agissant du développement durable nécessaire à la réalisation de tous les OMD, la représentante a affirmé que son importance était reconnue par toutes les îles du Pacifique mais qu'il était parfois difficile de traduire cet engagement en politiques concrètes. Face à la dégradation environnementale, elle a dit qu'il fallait que se produisent des changements politiques et de comportements dans le domaine des ressources naturelles et de la gestion de la nature, y compris des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Pour remettre les îles du Pacifique sur la voie de la réalisation des OMD, elle a plaidé en faveur d'un soutien accru de la part de la communauté internationale pour, entre autres, accélérer la croissance économique, renforcer les systèmes de gouvernance et faire face aux défis des changements climatiques. Un examen sérieux des OMD ne peut être mené sans prendre en compte le financement du développement, a-t-elle conclu.

M. ATOKI ILEKA (République démocratique du Congo) a déclaré, au nom du Groupe africain, que le temps était désormais compté pour faire les investissements nécessaires à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement par les pays africains. Les engagements pris par les dirigeants du monde lors du Sommet du G-8 à Gleneagles et lors du Sommet mondial de 2005 seraient suffisants s'ils étaient respectés, a fait remarquer M. Ileka. Alors que nous sommes arrivés à mi-parcours de la date butoir de 2015, ces engagements doivent être traduits dans la réalité avec urgence dans des plans concrets assortis de mécanismes de suivi systématiques. Il est bien connu que la réalisation de l'Objectif n°2, qui est de parvenir à l'éducation universelle primaire, est indispensable pour garantir tout succès des stratégies de réduction de la pauvreté. Toutefois, bien que des progrès aient été enregistrés en Afrique, les taux de scolarité de l'Afrique subsaharienne ayant augmenté de 36%, le continent a encore un grand chemin à parcourir pour atteindre cet Objectif, a dit Atoki Ileka. Le représentant a aussi évoqué les ravages causés par le VIH/sida, par les souches résistantes de tuberculose et par le paludisme. Les taux élevés de mortalité maternelle sont également une autre source de préoccupation importante en raison du manque de personnels de santé qualifiés et

d'infrastructures adéquates. Afin d'améliorer les services de santé reproductive et la santé maternelle, a encore ajouté le représentant, il sera nécessaire d'améliorer la qualité des services de planification familiale ainsi qu'une vaste gamme de services de santé reproductive et sexuelle.

M. MUNIR AKRAM (Pakistan) a estimé que la réalisation et la durabilité des sept premiers OMD dépendaient de la mise en œuvre du huitième Objectif du Millénaire pour le développement, à savoir la mise en place d'un partenariat mondial au profit du développement. Si les huit Objectifs du Millénaire pour le développement devaient être pris en compte simultanément, a-t-il noté, il faudrait considérer l'importance des décisions et des autres objectifs relatifs au développement qui ont été convenus internationalement dans le cadre de sommets mondiaux. Alors que la plupart des pays en développement ont fait des efforts considérables en créant un climat macroéconomique propice au développement et au commerce, les pays développés n'ont pas fait part du même type de dévouement pour mettre en œuvre les accords agréés, a-t-il regretté. Un engagement d'autant plus décevant, a-t-il dit, que trois milliards de personnes vivent encore avec moins de 2 dollars par jour. À titre d'illustration, il a cité une APD en déclin de 5% en termes réels entre 2005 et 2006, et une assistance bilatérale ne répondant pas aux plans et priorités nationaux, alors que seulement 25% du financement du PNUD sont consacrés à des programmes de réduction de la pauvreté et que les flux d'investissements étrangers directs (IED) se concentrent sur quelques marchés émergents.

La coopération la plus efficace est celle qui répond aux priorités et plan nationales des pays concernés, a-t-il insisté, en invitant les donateurs à faire preuve de plus de cohérence et de coordination dans leurs interventions. M. Akram a souhaité la mise en place d'un mécanisme pour mesurer le suivi de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en insistant sur un suivi intégré au niveau mondial. Il a également souligné l'utilité d'un forum qui traite de la quantité et de la qualité de l'assistance au développement en proposant que tous les organismes des Nations Unies contribuent à l'élaboration de cibles assorties de calendriers de mise en œuvre. Il a formé le vœu d'un partenariat fondé sur trois piliers que sont le financement, les échanges et la technologie. Les Nations Unies et d'autres institutions doivent traiter les difficultés rencontrées par les pays en développement, si on veut vraiment parvenir à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, a-t-il conclu.

M. RAYMOND O. WOLFE (Jamaïque) a regretté qu'en dépit des efforts des Nations Unies, l'écart entre pays développés et pays en développement se soit creusé et a insisté dans ce cadre sur l'importance des OMD. Il a fait valoir que ces Objectifs étaient une priorité du Gouvernement jamaïcain et a indiqué que ces buts avaient donc été intégrés à différents niveaux dans les stratégies de développement national. Il a fait part des succès de la Jamaïque dans la réduction de la pauvreté, l'inscription à l'école primaire et l'éradication de maladies notamment, et a constaté que son pays était sur la bonne voie pour parvenir aux OMD dans les délais fixés. Tout en soulignant que le développement est avant tout de la responsabilité des gouvernements nationaux, il a estimé que le succès dépendait aussi grandement du soutien fourni par les pays développés. À cet égard, il a déclaré qu'il fallait mettre au point un véritable partenariat mondial et honorer les engagements qui ont été pris depuis longtemps, tel que celui de consacrer 0,7% du PNB des pays industrialisés à l'APD.

Le représentant a mis l'accent sur deux défis à relever pour réaliser les OMD. D'une part, il a cité les conséquences des changements climatiques, arguant qu'alors que les pays industrialisés en étaient à l'origine, c'était les pays en développement qui en payaient désormais le prix. La lutte contre les changements climatiques et la réalisation des OMD ne peuvent être traitées séparément, a-t-il avancé. D'autre part, rappelant que le commerce était un moteur de développement, il a estimé que le régime commercial mondial devait être rendu plus propice au développement de tous les pays. Il a fait part de son inquiétude concernant l'impasse dans laquelle se trouve le Cycle de négociations de Doha depuis 2001, et a affirmé que sa conclusion rapide était vitale, si les partenaires de développement étaient sérieux en ce qui concerne l'agenda de développement du Cycle de Doha. Enfin, il a plaidé pour que des actions supplémentaires et décisives soient lancées pour permettre aux pays de parvenir aux OMD d'ici à 2015. Nous avons une obligation politique, morale et éthique de redoubler d'efforts, a-t-il conclu.

M. HILARIO G. DAVIDE (Philippines) a estimé qu'au cœur des OMD se trouvent la justice sociale et les droits de l'homme. Aux Philippines, les politiques et stratégies du Plan à moyen terme 2004-2010 ont été élaborées pour accélérer la réalisation des OMD. En conséquence, le pays sera

capable de réaliser dans les délais impartis les objectifs visés dans les domaines de la pauvreté, de la nutrition, de la mortalité infantile, du VIH/sida, du paludisme et de l'eau potable. Le représentant a affirmé qu'un des domaines où les progrès ont été les plus remarquables a été l'OMD relatif à la parité entre les hommes et les femmes. Aujourd'hui, les Philippines sont le seul pays d'Asie à figurer parmi les dix premières nations où les femmes assument la place et leur rôle qui leur revient dans la société.

En revanche, le pays doit encore intensifier les efforts dans les domaines de l'accès universel à l'éducation primaire, la réduction du taux de mortalité maternelle et l'accès aux services de santé reproductive. Le pays doit pouvoir réaligner son budget national sur les besoins sociaux mais le fardeau de la dette demeure un obstacle de taille, a indiqué le représentant. Il a donc réitéré son appel pour que les Nations Unies étudient la possibilité d'élargir les arrangements « dette sur exportations » et pour que le concept de viabilité de la dette passe de la capacité de payer au niveau de la dette, ce qui permettra à des pays comme les Philippines de réaliser les OMD sans s'endetter davantage et sans avoir à subir le fardeau que constitue le service de la dette.

M. FRANCIS BUTAGIRA (Ouganda) a indiqué que son pays avait fortement progressé vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les n^{os} 2, 3, 6 et 7. En 1997, l'Ouganda a lancé un programme d'accès universel à l'éducation primaire qui a vu doubler le nombre d'enfants scolarisés -soit de 2,7 millions à 6,5 millions, dont 50% de filles. Il nous reste maintenant à améliorer la qualité de l'éducation. L'Ouganda vient de lancer son programme national visant à assurer un accès universel à l'éducation secondaire. En 1997, le Gouvernement a également adopté son Programme d'action d'élimination de la pauvreté, qui contient des objectifs proches de ceux fixés par les Objectifs du Millénaire pour le développement. De plus, nous avons intégré les questions de parité de manière intersectorielle, a dit M. Butagira. L'Ouganda, a ajouté le représentant, a fait passer la prévalence du VIH/sida de 20% en 1996 à 6,4% à l'heure actuelle.

Le représentant a évoqué les facteurs posant un frein à la réalisation des autres OMD en expliquant, par exemple, que 75% de la population dépendaient de l'agriculture comme moyen d'existence. Le lien entre productivité agricole, développement et niveau de vie est critique pour éliminer la pauvreté. Les restrictions à l'exportation des produits agricoles freinent la modernisation de l'agriculture, et les augmentations récentes des importations agricoles en raison de la libéralisation des politiques ont mené à la mort de certaines industries et au chômage dans les pays en développement. Le représentant a aussi dénoncé le lien de dépendance envers le pétrole, source d'énergie ainsi que le fardeau de la dette, qui entraveront selon lui la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

M. NIRUPAM SEN (Inde) a salué l'accent mis sur la pauvreté, la faim, l'éducation et la santé dans le cadre de ce débat sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. Néanmoins, il a estimé que ce débat n'avait pas fait la place qu'il méritait à l'OMD n^o8, qui a trait au partenariat aux fins du développement. Il a qualifié la réalisation du huitième OMD de « vitale » si on veut permettre aux pays en développement d'atteindre les buts qui leur sont assignés dans les sept autres Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a jugé urgent que de plus grands efforts soient déployés par les pays développés pour la mise en œuvre de ce huitième OMD. Nous ne pourrions pas réduire la pauvreté et la faim de moitié sans une restructuration du commerce et l'agriculture au niveau mondial, a-t-il martelé, en ajoutant que la lutte contre le VIH/sida était vouée à l'échec sans médicaments à prix abordables pour les pauvres. On ne pourra faire aucun progrès durable sans régler les problèmes de l'accès à l'énergie, a-t-il aussi ajouté. Il faut que les paroles se traduisent en actes et cela ne pourra se faire si l'ONU n'exploite pas tous les pouvoirs qui lui sont donnés par ses différents mandats, a-t-il insisté, en suggérant un audit complet du FMI, et la création d'une commission internationale de la dette.

M. Sen a par ailleurs cité des économistes qui estiment que les mesures protectionnistes prises par les pays développés coûtaient aux pays en développement l'équivalent de 700 milliards de dollars d'exportations par an, soit 14 fois l'APD perçue. Une situation qui montre, a-t-il estimé, que bien plus que des moyens, la solution au développement se trouve dans plus d'égalité de traitement. Il a à cet égard rappelé que les vaches européennes touchaient l'équivalent de deux dollars de subventions par jour. Il faut que l'ONU dépasse le niveau de simples débats thématiques et aborde la question de la véritable réforme institutionnelle qui doit être conduite au niveau mondial, a dit M. Sen. Il a également noté qu'au cours des 25 dernières années, 685 milliards de dollars ont quitté l'Afrique sous forme de

paiement du service de la dette, une somme qui est égale à la dette cumulée des pays en développement en 1979. Une situation qui démontre selon lui que le problème du développement n'est pas une question de pénurie de richesses, mais une question qui démontre l'absence de la volonté politique qui permettrait de s'attaquer à une réelle réforme structurelle. La croissance économique ne suffit pas à sortir les gens de la pauvreté, si elle n'est pas accompagnée de mesures spécifiques pour l'éducation et la santé, a-t-il insisté, en indiquant qu'il tenait un document à la disposition des délégations sur les initiatives prises par l'Inde dans cette direction. C'est aussi grâce à la participation populaire que nous réaliserons les Objectifs du Millénaire pour le développement, a-t-il encore insisté.

Mme FRANCES MARY LISSON (Australie) a annoncé que pour l'exercice biennal 2007-2008, son pays aura consacré quelque 3,2 milliards de dollars australiens, ce qui constitue le plus gros investissement qu'il ait jamais fait dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement durable. L'Australie, a-t-elle promis, continuera à accroître son aide extérieure avec pour objectif d'y consacrer 0,5% de son PNB d'ici à 2015-20016. Les investissements porteront surtout sur les secteurs de la santé, de l'éducation de base, de l'eau, de l'assainissement, de l'environnement et des changements climatiques.

M. KAIRE MUNIONGANDA MBUENDE (Namibie) a affirmé que son pays avait fait des progrès significatifs pour atteindre les OMD mais que la réalisation de certaines cibles demeurait encore un défi à relever. Il a fait valoir que les OMD faisaient partie du processus national de renforcement des politiques et de la mobilisation des ressources domestiques et étrangères, dans une perspective de développement à long terme. Il a indiqué que la lutte contre la pauvreté avait constitué une priorité de la Namibie et que des avancées avaient été enregistrées dans ce domaine avec une baisse de 38% en 1993-94 et de 28% en 2003-04, tout en s'inquiétant des revers possibles dus aux conditions météorologiques extrêmes. En outre, il a souligné que 97% de la population de la Namibie avaient accès à l'eau potable, et que 70% des centres urbains disposaient de l'électricité, mais que des efforts restaient à faire en matière d'assainissement. Reconnaissant que l'éducation était une condition préalable au développement, il a fait remarquer que le Gouvernement namibien accordait la plus grande part de son budget à ce secteur. En conséquence, a-t-il ajouté, le taux de scolarisation primaire a atteint un niveau record de 92% en 2005. Toutefois, il a regretté que la plupart des élèves ne parviennent pas à l'éducation supérieure.

S'agissant des indicateurs de santé, le représentant a constaté que les progrès accomplis pour faire baisser les taux de mortalité infantile et maternelle étaient lents, et qu'il en était de même des avancées pour lutter contre le VIH/sida et le paludisme. M. Mbuendé a constaté que la prévalence du VIH/sida était plus importante qu'en 1992, mais qu'elle s'était stabilisée par rapport à 2004. Il a toutefois souligné que la pandémie constituait la première cause de décès en Namibie. Il a de plus indiqué que son pays faisait face à de nombreux défis qui entravaient la réalisation des OMD, dont notamment les conditions météorologiques extrêmes, la montée des prix du pétrole et des denrées alimentaires, le déclin de l'APD, ou encore la fuite des cerveaux. Il a estimé qu'il fallait créer un environnement international favorable au développement, insistant sur l'importance de réussir les négociations commerciales de Doha ainsi que sur le financement et le transfert de technologies en faveur de la lutte contre les changements climatiques.

Mme MARIA LUIZA RIBEIRO VIOTTI (Brésil) a déclaré que son pays avait pleinement intégré les Objectifs du Millénaire pour le développement dans sa politique nationale et qu'il avait établi des objectifs supplémentaires. Nous avons déjà atteint l'Objectif n° 1, qui est de diminuer de moitié la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Des progrès importants ont également été réalisés en matière de lutte contre le VIH/sida. Nous avons toutes les raisons de croire que le Brésil aura atteint tous les OMD d'ici à 2015. L'action du Brésil n'est pas limitée à son territoire national, a encore expliqué sa représentante. Nous avons aussi fourni une aide aux pays en développement dans leurs efforts de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Aux côtés d'autres gouvernements, le Brésil a mis sur pied UNITAIDS, une centrale d'achat de médicaments à bas prix contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Nous sommes aussi actifs dans le cadre de l'Initiative multilatérale de réduction de la dette.

La représentante du Brésil a souhaité que le processus du Cycle de Doha arrive à une bonne conclusion et permette un accès plus vaste aux services et aux biens des pays en développement. Étant donné que la plupart des pauvres vivent dans des zones agricoles, la libéralisation des marchés

agricoles est indispensable, a-t-elle souligné. Il est aussi temps de mettre un terme aux distorsions créées dans la production de produits et de biens agricoles, et qui proviennent des niveaux scandaleux des subventions à l'exportation versées à leurs producteurs par les gouvernements du monde développé. La représentante a également soutenu les initiatives d'allègement de la dette, les sommes libérées pouvant alors être investies dans la santé et l'éducation.

M. DAW PENJO (Bhoutan) a rappelé que la semaine dernière, son pays avait tenu avec succès ses premières élections législatives, entrant dans le concert des nations démocratiques comme une monarchie constitutionnelle. Le dixième Plan quinquennal qui vient d'être mis en œuvre, a-t-il poursuivi, est essentiellement axé sur la réduction de la pauvreté. Alors que nous sommes sur la voie de la réalisation des OMD, a-t-il ajouté, il y a des domaines qui méritent une attention particulière comme la parité entre les sexes, la lutte contre le chômage et le VIH/sida. Soulignant la vulnérabilité des petits États insulaires et des États côtiers, il a mis l'accent sur les effets désastreux des changements climatiques sur les économies agricoles de ces pays. Un phénomène, a-t-il ajouté, qui sape le secteur énergétique du Bhoutan. C'est pourquoi, il a souligné l'importance d'une aide pour permettre aux pays en développement tels que le Bhoutan de protéger les populations et renforcer leur état de préparation aux catastrophes naturelles. Il a déclaré que la rareté des ressources posait problème au Bhoutan, en notant que son pays devra investir 2,5 milliards de dollars entre 2006 et 2015 pour réaliser les OMD.

M. DANIELE D. BODINI (Saint-Marin) a déclaré que l'explosion de la croissance démographique, les conflits armés, les changements climatiques et les maladies, ainsi que les revers économiques et financiers, entravaient la réalisation des OMD dans les pays en développement. Il a rappelé qu'il manquait encore 40 milliards de dollars pour atteindre la contribution promise par les pays développés en ce qui concerne l'APD d'ici à 2010. Toutefois, il a aussi souligné que de nombreux pays bénéficiaires n'avaient pas élaboré de manière satisfaisante leur stratégie nationale de développement, et que plus de transparence et de bonne gouvernance étaient encore nécessaires pour optimiser les résultats. Il s'est dit convaincu qu'il fallait réaffirmer les engagements politiques et impliquer, à tous les niveaux, la société civile et le secteur privé. Par ailleurs, il a affirmé que son pays œuvrait en faveur de la réalisation des OMD, mettant l'accent sur ses activités dans le domaine de la parité entre les sexes. Il a précisé que San Marin avait lancé une campagne contre la violence à l'égard des femmes et que des programmes seraient développés en accord avec les efforts du Secrétaire général dans ce secteur. En outre, il s'est inquiété de la situation des enfants dans le monde, rappelant que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme faisaient encore partie des principales causes de mortalité infantile, alors que ces maladies peuvent être traitées ou prévenues. Le représentant a noté que son pays avait contribué au programme de l'UNICEF pour contrôler la propagation du VIH en Afrique ainsi qu'aux programmes lancés par ce Fonds en faveur des droits des enfants et de leur développement social. Il a estimé que des interventions spécifiques et ciblées pouvaient générer des bénéfices immédiats. Enfin, il a affirmé que les Nations Unies étaient bien placées pour permettre à des pays comme San Marin de contribuer à des causes à travers le monde.

Mme BYRGANYM AITIMOVA (Kazakhstan) a indiqué que son pays avait atteint les OMD qui sont relatifs à la réalisation de l'éducation primaire universelle et à l'égalité entre les sexes. Le pays a aussi mis en place de nouveaux objectifs concernant la qualité de l'éducation qui est dispensée, ainsi que l'égalité des chances et l'élimination de la violence basée sur le sexe. Le Kazakhstan atteindra probablement le premier OMD qui est d'éliminer de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015. La représentante a expliqué en revanche que sans de sérieux efforts d'amélioration des systèmes de santé, qui ont été gravement endommagés pendant la période de transition, les Objectifs 4, 5 et 6 portant sur la santé maternelle, infantile et le VIH/sida ne seront pas atteints en 2015. La durabilité de l'environnement constitue un autre sujet de préoccupation dans le pays qui dispose d'un plan national pour la protection de l'environnement et d'un « Concept de sécurité écologique » pour la période 2004-2015. Le Kazakhstan a l'intention de réduire ses émissions de carbone d'un tiers par rapport au niveau actuel et d'accroître son utilisation des sources d'énergie alternatives.

Mme RAJA GHANNAM, Directrice de la coopération multilatérale du Maroc, a noté qu'à mi-chemin du délai fixé pour réaliser les OMD, on peut faire état de progrès tangibles dans plusieurs régions du monde, à l'exception de l'Afrique qui ne serait pas sur la voie de réaliser tous les OMD en dépit de tous ses efforts. Par ailleurs, malgré les promesses faites, la majorité des donateurs n'a ni atteint l'objectif de consacrer 0,7% de son PNB à l'APD ni honoré l'engagement de doubler l'aide à l'Afrique. La Directrice a ajouté que l'effort en matière d'allègement de la dette ne touche qu'un

nombre limité de pays. En outre, les négociations commerciales multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) restent toujours bloquées et l'engagement de Doha de placer le développement au cœur des négociations est loin d'être respecté, a-t-elle noté. Mme Ghannam a estimé que la réalisation des sept premiers OMD dépend du huitième Objectif qui vise un partenariat mondial pour le développement. Elle a appelé les donateurs à mettre en œuvre leurs engagements en termes d'APD, d'allègement de la dette, de l'accès aux marchés, du transfert de technologies, de renforcement des capacités et de l'assistance technique et scientifique. Elle a aussi évoqué le rôle que doivent jouer les Nations Unies pour promouvoir la solidarité entre le Nord et le Sud. Les pays pauvres ne peuvent pas relever les défis de la pauvreté sans une coopération internationale renforcée, a-t-elle insisté.

Mme Ghannam a aussi mis en évidence l'apport considérable de la coopération Sud-Sud. Pour sa part, le Maroc est engagé dans la promotion de l'intégration régionale et sous-régionale, notamment au niveau de l'Afrique. La représentante a évoqué, à ce titre, les initiatives lancées par son pays et ses partenaires d'Afrique dans les domaines de la santé, de l'habitat, de l'eau et de l'agriculture, des services et de la formation. Sur le plan national, grâce à une politique dirigée vers les secteurs sociaux, le Maroc s'est engagé fermement pour être au rendez-vous de 2015. Ainsi, la part du budget de l'État, allouée à ces secteurs, est passée à 55% en 2005, contre 47% en 2002 et 39% en 1993. La représentante a aussi parlé de l'Initiative nationale du développement humain, lancée il y a trois ans pour réduire la pauvreté. En 2008, l'action du Gouvernement doit se concentrer sur l'accélération du rythme de la réforme du secteur de l'éducation et de la formation, la promotion de l'habitat social et de l'emploi, ainsi que l'extension de la couverture médicale dans les différentes zones du pays.

M. SOMDUTH SOBORUN (Maurice) a constaté que la majorité des pays, particulièrement en Afrique subsaharienne, étaient à la traîne en ce qui concerne la réalisation des OMD. De plus, il a affirmé que la hausse du prix du pétrole génère des problèmes pour la croissance économique de plusieurs pays, et tout particulièrement pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement (PEID). À cela viennent s'ajouter les effets des changements climatiques, a-t-il poursuivi. Il a estimé que la communauté internationale devait honorer ses engagements et les promesses faites dans la Déclaration du Millénaire, dans le Consensus de Monterrey, et au Sommet mondial de 2005, notamment en ce qui concerne l'engagement de fournir 0,7% du PNB des pays riches à l'APD. M. Soborun a en outre souhaité que la prochaine Conférence d'évaluation de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement, prévue à Doha, et la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale qui aura lieu en septembre, permettent d'accélérer les efforts pour réaliser les OMD. S'agissant du commerce, il a regretté l'impasse dans laquelle se trouve le Cycle de négociations de Doha et a demandé que l'Initiative « aide pour le commerce » soit mis en œuvre rapidement.

Le représentant s'est ensuite penché sur la situation de son propre pays, affirmant qu'il était en bonne voie pour réaliser la plupart des OMD en temps opportun. Parmi les avancées, il a indiqué que moins de 1,5% de la population de Maurice souffrait d'extrême pauvreté, que l'éducation primaire universelle était presque réalisée, que la prévalence du VIH/sida était de 0,2%, alors que celles du paludisme et de la tuberculose étaient aussi très basses. Il a souligné que ces progrès étaient le résultat d'une bonne gouvernance, d'un partenariat entre le secteur privé et le secteur public, des investissements massifs dans l'éducation et du maintien d'une forme d'État providence, entre autres.

M. CHRISTIAN WENAWESER (Liechtenstein) a voulu que l'on reconnaisse le lien entre les OMD relatifs à la pauvreté, à la santé et à l'éducation, d'une part, et l'OMD relatif à l'environnement durable, d'autre part. Il a aussi jugé que la réalisation du développement dépend d'abord et avant de la bonne gouvernance, dans son sens le plus large. Il a ensuite annoncé qu'au cours de cette année, son pays aura réussi à consacrer 0,6% de son PNB à l'APD, se rapprochant ainsi de l'objectif de 0,7% encouragé dans les OMD. La promotion de l'accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à la formation continue est au cœur de la coopération bilatérale du Liechtenstein, a souligné le représentant.

Le pays est également très actif dans le domaine du microfinancement, a-t-il poursuivi en rappelant la création en 2005 de l'Initiative MIL, un partenariat public/privé. Toujours dans le domaine de l'aide, le représentant a argué que le rôle de plus en plus important que jouent aujourd'hui certains pays en développement sur la scène économique mondiale doit aller de pair avec de nouvelles

responsabilités. Il a donc voulu que la coopération Sud-Sud soit mieux prise en compte lorsque l'on parle de l'architecture actuelle de la coopération internationale et ce, pour assurer aux OMD une réalisation plus durable et plus rapide. Le représentant a conclu en attirant l'attention de l'Assemblée sur le lien intrinsèque entre l'OMD n°8 sur le partenariat mondial pour le développement et le Consensus de Monterrey.

Mme OCHIR ENKHTSETSEG (Mongolie) a fait part de l'engagement de la Mongolie en faveur de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a rappelé qu'à la suite de la publication de son premier rapport sur les OMD, la Mongolie avait adopté en avril 2005 une résolution qui approuvait la Stratégie nationale de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Parlement a ensuite confié aux diverses entités de l'État le soin de leur réalisation. L'un des traits spécifiques à la Mongolie a été la création d'un Objectif n°9 sur les droits de l'homme, la gouvernance démocratique et la lutte contre la corruption. Cette initiative reflète le lien intrinsèque entre le développement, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et la démocratie. Une loi sur la lutte contre la corruption a été adoptée et un organe anticorruption a été mis sur pied. La Mongolie est également devenue partie à la Convention des Nations Unies contre la corruption et a exprimé son intérêt à joindre le rang des pays accueillant des projets pilotes.

La représentante mongole a expliqué que les réalisations de la Mongolie en matière d'Objectifs du Millénaire pour le développement étaient mitigées, comme l'avait montré son deuxième rapport national. Sur les 22 objectifs que la Mongolie s'est fixés, 60% d'entre eux ont été réalisés ou alors ne le seront qu'à l'approche de 2015. Les Objectifs ont été atteints en matière d'éducation et de vaccination, ainsi que de mortalité maternelle et infantile. Toutefois, le rapport met en garde contre le fait que la réalisation d'autres Objectifs est lente, ou même régresse, la réduction de la pauvreté et la réalisation de la parité hommes/femmes étant parmi les plus difficiles à atteindre. Même si la Mongolie connaît une croissance économique de 9% par an, traduite dans les faits de tels gains demeure un défi, a dit Mme Enkhtsetseg. La représentante a par ailleurs indiqué que son pays était également actif au niveau régional, notamment en promouvant les intérêts des pays enclavés sans littoral et en tentant de trouver des solutions aux changements climatiques.

M. HERALDO MUÑOZ (Chili) s'est dit convaincu que son pays allait atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement dans les plus brefs délais en précisant que le Chili redoublait d'efforts pour aller au-delà de ces Objectifs. Nous avons considérablement augmenté nos dépenses sociales pour ce faire, a-t-il précisé. Les rapports que nous avons reçus sur la mise en œuvre au niveau mondial sont préoccupants. Si des progrès sont constatés, il faut cependant noter que des millions d'êtres humains ne verront aucun progrès. Nous n'avons pas besoin de nouveaux engagements, mais devons honorer ceux qui ont déjà été pris, dont l'engagement pour les pays développés d'accorder 0,7% de leur PNB au développement. Pays à revenu intermédiaire, le Chili a connu un développement important au cours de cette dernière décennie, ce qui lui a permis d'augmenter sa coopération Sud-Sud et sa coopération triangulaire, a dit le représentant. Avec d'autres nations, nous avons conjugués nos efforts au moyen de l'Initiative de lutte contre la faim et la pauvreté, montrant ainsi qu'il est possible de passer des paroles aux actes. Nous avons contribué à hauteur de 4 millions de dollars à des programmes de développement, ce qui représente une surtaxe de deux dollars sur chaque vol international quittant le Chili. Cet argent, a-t-il précisé, est consacré à l'achat de médicaments pour lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Concerté au niveau mondial grâce à une solide volonté politique, cet exemple pourrait avoir des répercussions immenses au niveau international, a-t-il encore dit, en mettant l'accent sur la rentabilité des mécanismes d'échanges d'expériences.

M. ATTIA OMAR MUBARAK (Jamahiriya arabe libyenne) a déclaré que les promesses des pays développés sont restées vaines et ne se sont pas assez traduites en actions concrètes pour aider les pays en développement à atteindre les OMD. Il a noté particulièrement les difficultés et les faibles capacités des pays les moins avancés (PMA). Alors que nous sommes témoins d'une diminution significative des aides officielles au développement, a-t-il ajouté, force est de constater que la plupart des pays donateurs sont loin d'avoir atteint le versement de 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement. Alors que les capitaux continuent de fuir les pays en développement en direction des pays développés, des inégalités demeurent en raison du caractère inéquitable des systèmes financiers et commerciaux au moment même où la mondialisation a exacerbé la marginalisation des plus faibles. Le représentant a formé le vœu que le partenariat aux fins du développement soit transformé en une réalité

viable basée sur les engagements et le Consensus de Monterrey. Il a notamment souligné la fragilité des pays à revenu intermédiaire et particulièrement ceux dont l'économie dépend d'un seul produit de base et est de ce fait vulnérable aux variations de prix.

Soulignant les initiatives de la Libye, il a mentionné des mesures visant à fournir de la nourriture à bas prix aux plus nécessiteux, alors que le nombre de cliniques et d'établissements scolaires dont les services sont gratuits ne cesse d'y augmenter. Il a précisé que 98,5% des enfants libyens de moins de 15 ans suivaient un enseignement primaire. Par ailleurs, il a affirmé la volonté de la Libye de devenir un partenaire des PMA dans leurs efforts d'atteindre les OMD, en citant la mise en place du « Programme stratégique Gaddafi pour les enfants, les jeunes et les femmes en Afrique ». C'est un projet, a-t-il précisé, qui a l'ambition de participer à l'élimination de la pauvreté, de l'ignorance, des maladies et des souffrances sur le continent. En collaboration avec le Nigéria et Cuba, la Libye participe au Projet Sud-Sud pour la santé, visant à fournir un large éventail de services de santé aux plus nécessiteux dans de nombreux pays africains. Le représentant a en outre exhorté la communauté internationale à faire preuve d'une volonté politique ferme pour faire face aux besoins des pays en développement, en particulier des pays africains, sans assortir les aides de conditions intenable et en mettant l'accent sur l'investissement étranger dans les infrastructures.

M. HJÁLMAR W. HANNESSON (Islande) a indiqué que les OMD étaient non seulement des cibles importantes en elles-mêmes, mais étaient également liés et se renforçaient mutuellement. Estimant qu'une croissance économique accrue était nécessaire pour obtenir les ressources de la lutte contre la pauvreté et la faim, il s'est inquiété des revers actuels de l'économie mondiale. Par ailleurs, le représentant a fait valoir que la politique de développement de l'Islande mettait l'accent sur les plus pauvres parmi les pauvres, et que la plupart de l'APD bilatérale du pays ciblait les pays les moins avancés. Il s'est notamment inquiété de la hausse des prix des denrées alimentaires et a fait valoir que son pays avait augmenté son soutien au Programme alimentaire mondial (PAM), en soulignant l'importance de la sécurité alimentaire. Il a rappelé que l'éducation contribuait indéniablement à la réduction de la pauvreté et devait faire partie de toute approche d'ensemble du développement. Il a précisé qu'il fallait non seulement faciliter l'accès à l'enseignement, mais aussi accorder une attention particulière aux résultats éducatifs, telle que l'alphabétisation. Il a fait remarquer que l'Islande avait entrepris des projets dans ce secteur à divers niveaux, de l'éducation primaire à celle des adultes, de la formation au renforcement des capacités dans les pêcheries. Par ailleurs, M. Hannesson a souligné le rôle fondamental des femmes dans le développement durable et constaté que les investissements en leur faveur avaient un effet multiplicateur sur leur communauté. C'est pour cette raison que nous avons orienté notre coopération pour le développement vers des projets sexospécifiques, a-t-il ajouté. Rappelant que trois des OMD portaient sur la santé, il a estimé que cela soulignait le lien étroit entre santé et développement et mettait en évidence le besoin pressant d'assistance dans ce secteur. Il a relevé que l'Agence de développement international de l'Islande concentrait ses activités sur la santé dans les pays partenaires et soutenait les efforts multilatéraux tels que le Fonds mondial pour lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Enfin, il a mis en avant l'importance du financement du développement et a indiqué que l'assistance au développement de son pays avait doublé ces quatre dernières années.

M. PRASAD KARIYAWASAM (Sri Lanka) a annoncé que son pays était sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'accès universel à l'éducation primaire, d'égalité des sexes au niveau des cycles primaire et secondaire et de taux de mortalité maternelle et infantile. Malgré ses réalisations et le fait que le Sri Lanka est devenu un pays à revenu intermédiaire, a expliqué le représentant, de nombreux défis demeurent, comme l'élimination de la pauvreté, la durabilité de l'environnement, le chômage, les coûts sociaux provenant de la migration des forces de travail et la fuite des cerveaux. De plus, nous pensons que parvenir aux Objectifs du Millénaire pour le développement exige de surmonter les disparités régionales en matière de développement socioéconomique. Les destructions causées par le tsunami de décembre 2004 et la campagne de terreur menée par des groupes terroristes séparatistes constituent aussi un défi de taille pour le bien-être socioéconomique des Sri-lankais. Dans ce contexte, a ajouté le représentant, le Sri Lanka déploie tous ses efforts pour renforcer ses capacités avec l'aide de ses partenaires, notamment afin d'inclure les OMD dans ses politiques et programmes nationaux. Le Sri Lanka aura aussi besoin de bénéficier de meilleurs termes de l'échange et d'un meilleur accès aux marchés pour ses produits et services.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a mis l'accent sur la nécessité de rester mobilisés pour mettre en œuvre les engagements pris depuis 2000. Ceci plaide pour la réaffirmation du partenariat mondial pour le développement, associant tous les acteurs, étatiques et non gouvernementaux et déclinant les outils dont s'est dotée la communauté internationale tels que les inscriptions budgétaires et les financements innovants. Selon le représentant, les OMD ne seront pas atteints par une stratégie uniforme mais par des actions répondant aux besoins spécifiques de développement de chaque région du monde, en utilisant l'ensemble des outils à notre disposition.

Dans les stratégies nationales, il convient en particulier d'accorder la priorité à l'inclusion de mesures volontaristes et adaptées, au bénéfice des plus vulnérables. De même est-il souhaitable de prendre pleinement en compte le fait que les OMD ne sont pas en eux-mêmes des facteurs de développement mais des indicateurs devant orienter l'action de la communauté internationale, a-t-il souligné, ajoutant que la réalisation des OMD devait s'inscrire dans la durée. Ensuite, les OMD ne pourront être réalisés de façon durable en faisant abstraction de conditions plus larges du développement, telles la promotion d'une croissance économique équitable et partagée ainsi que la réalisation d'une meilleure gouvernance. Enfin, l'objectif d'une croissance durable et partagée n'est réalisable qu'en prenant en compte la problématique grandissante des changements climatiques, a affirmé le représentant, pour qui l'atteinte des OMD et les défis environnementaux sont deux combats intimement liés et qui doivent être menés de front.

M. ADIYATWIDI ADIWOSO ASMADY (Indonésie) a déclaré qu'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement était vital pour toutes les nations, car la pauvreté et la faim ne connaissent pas de frontières. Il a estimé que l'incapacité de certains pays à réaliser les OMD exigeait de redoubler d'efforts, compte tenu en outre des menaces que font peser les changements climatiques sur le développement. Pour le représentant indonésien, les pays doivent adopter des stratégies en faveur d'une croissance économique forte, ce qui requiert une gouvernance améliorée, la protection légale des investisseurs et le renforcement des infrastructures. Il a ajouté que les Objectifs de développement social devaient être placés sur un pied d'égalité avec les Objectifs économiques et poursuivis avec la même vigueur. De nombreux pays en développement échouent à financer leurs programmes d'éducation et de santé, car leurs budgets sont grevés par la dette, a ensuite dit le représentant, estimant que l'accent devait donc être mis sur l'allègement du fardeau de la dette au profit de l'investissement dans les services publics et les infrastructures. Il a estimé que l'éradication de la pauvreté nécessitait la mise en place d'un nouveau plan Marshall financé, a-t-il suggéré, par le biais des 0,7% d'aide publique au développement provenant du montant de leur PNB que les pays industrialisés se sont engagés à consacrer à cet effort.

M. FRANK MAJOOR (Pays-Bas) a concentré son intervention sur l'Objectif du Millénaire pour le développement n°5, portant sur l'amélioration de la santé maternelle. Une femme meurt en couches chaque minute, soit plus de 536 000 femmes par an, et 99% d'entre elles dans les pays les plus pauvres, a-t-il rappelé. La mortalité maternelle pourrait être réduite de près de trois quarts en améliorant l'accès des femmes à des services de santé reproductive complets, a-t-il assuré. Les Pays-Bas estiment que la santé et les droits sexuels et reproductifs constituent un sujet délicat, souvent entouré de tabous, ce qui peut expliquer, a-t-il ajouté, le manque de volonté politique à s'attaquer à cette question que l'on constate dans certains pays. Le représentant a estimé que la principale responsabilité de la réalisation des OMD revenait à chaque pays concerné. Pour les Pays-Bas, le Plan d'action de Maputo représente un excellent exemple de volonté politique claire et d'action. Il fournit, a-t-il dit, un cadre politique à la santé et aux droits sexuels et reproductifs sur le continent africain.

M. ILAN SIMON FLUSS (Israël), déplorant que l'accent ait été trop mis jusqu'ici sur les aspects négatifs et les échecs, a estimé qu'il convenait de tirer les enseignements des réussites des pays qui sont à jour dans la réalisation des OMD. Il faut intensifier les efforts dans un certain nombre de domaines, a-t-il dit, citant en particulier l'agriculture, la production alimentaire, les technologies, la formation et le renforcement des capacités. Pour Israël, les OMD ne sont pas des variables isolées mais des pièces interdépendantes du même puzzle, a indiqué le représentant. M. Fluss a ajouté que le développement exigeait de tous le respect d'un partenariat dans le cadre duquel toutes les parties ont des obligations et des responsabilités. Il a souligné enfin l'importance et la nécessité d'une aide efficace, de la bonne gouvernance, de l'appropriation, de la responsabilisation, des droits de l'homme et de la parité entre les hommes et les femmes. En hébreu, a-t-il fait remarquer, la charité et la justice

sont écrits avec les mêmes caractères hébraïques. Prendre soin de nos semblables et partager avec eux est donc pour nous une obligation et un devoir, a dit M. Fluss.

M. JASEM IBRAHIM AL-NAJEM (Koweït) a expliqué que l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement avait constitué un tournant pour la communauté internationale. Malheureusement, alors que nous sommes à mi-parcours, les progrès accomplis, s'ils sont indéniables, n'en sont pas moins insuffisants, a-t-il regretté. Cela est notamment dû à la hausse des produits alimentaires, a expliqué le représentant, qui a plaidé pour une réforme globale du secteur agricole et la mise en place d'un marché plus équitable pour les pays en développement. Or, l'expérience acquise en matière de lutte contre la pauvreté et la faim montre que des résultats obtenus dans un des domaines permettent d'en obtenir dans d'autres, en raison de l'étroite interaction entre les OMD. Pour sa part, le Koweït, a-t-il expliqué, a déjà réalisé un certain nombre des Objectifs et estime qu'il les aura tous réalisés d'ici à la date butoir de 2015. Les contributions du Koweït à des institutions de développement régionales et internationales ont permis en outre de financer des projets de développement dans plusieurs pays en développement, a conclu le délégué.

Mme MARIA FERNANDA ESPINOSA (Équateur) a déclaré que les résultats décevants obtenus dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement étaient imputables au manque de soutien et d'aide de la part des pays industrialisés. Pour sa part, le Gouvernement équatorien a établi un Plan national de développement pour 2007-2010 visant à atteindre les Objectifs et même à aller au-delà. Au cours de l'année précédente, ont été également mis en place des mécanismes institutionnels de coordination pour articuler les programmes et les politiques socioéconomiques nationales. Par ailleurs, l'Équateur considère comme un obstacle majeur à la réalisation des OMD le phénomène des changements climatiques. Pour cette raison, son gouvernement a proposé il y a plusieurs mois la mise en œuvre de l'« Initiative Yasuni ITT », qui concerne ses réserves pétrolières, à condition que la communauté internationale assume à son tour les responsabilités qui sont les siennes, a indiqué Mme Espinosa.

M. MARTIN NEY (Allemagne), après avoir rappelé les initiatives impulsées par son pays dans le cadre du G-8, a estimé que le présent débat posait clairement que tous les acteurs - gouvernements nationaux des pays donateurs et récipiendaires de l'aide, institutions multilatérales, société civile et secteur privé- devaient travailler ensemble à la réalisation des OMD. Il a ajouté que la parité hommes/femmes et l'autonomisation économique des femmes étaient essentielles au renforcement de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté et des stratégies de croissance. M. Ney a en outre déclaré que la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale resterait l'un des chevaux de bataille de son pays. Pour ce qui est de l'éducation, il a fait savoir que l'Allemagne était en pointe en ce qui concerne la promotion de programmes de formation de haut niveau aux enjeux du développement durable. Il a précisé à ce sujet que la prochaine Conférence mondiale de l'UNESCO, qui se tiendra dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, aura lieu au printemps 2009 en Allemagne. S'agissant de la santé, le délégué allemand a indiqué que son pays avait doublé sa contribution au Fonds mondial en 2007, celle-ci atteignant désormais les 850 millions de dollars. Il a en outre rappelé que l'Allemagne et le Fonds avaient mis en place l'initiative dite « dette contre santé », destinée à inciter les pays qui voient leur dette allégée à investir dans le développement de leurs infrastructures de santé.

M. CHIRACHAI PUNKRASIN (Thaïlande) a énuméré les différents domaines dans lesquels son pays, qui a intégré les OMD dans son agenda de développement, avait enregistré des progrès remarquables. Ainsi, la Thaïlande est-elle parvenue à réduire l'incidence de la pauvreté de 42,2% en 1990 à 9,6% en 2006. Autre exemple, en matière de santé, les nouvelles infections ont chuté de 80% depuis 1991. Selon le représentant, la réduction de la pauvreté passe par une participation plus vaste des communautés au niveau local dans le processus de développement. De même, le concept d'économie d'autonomie, élaboré après la crise économique de 1997, contribue à ajuster l'ancien modèle à un développement économique basé sur la croissance du PIB. Cette philosophie permet à la Thaïlande de tracer sa propre voie et d'adapter sa vitesse de développement en se fondant sur la qualité de la vie, l'égalité sociale et la solidité des communautés. Cette philosophie, a-t-il ajouté, est au cœur des modèles durables de production et de consommation.

M. RODRIGO MALMIERCA DÍAZ (Cuba) a estimé qu'il était curieux que des panels de discussions fassent des recommandations aux pays en développement sur les moyens pour eux de

réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Selon lui, l'accent aurait dû être mis sur la priorité à donner au huitième Objectif, qui appelle à un partenariat mondial pour le développement. S'il y avait une réelle volonté de la part des pays développés de respecter leurs engagements et d'honorer leurs responsabilités historiques, notamment en portant l'aide publique au développement aux niveaux demandés, ils renonceraient à leurs politiques protectionnistes et élimineraient leurs subventions agricoles, a souligné M. Malmierca Díaz. Pour Cuba, le bien-être de ses citoyens a constitué la raison des politiques de son gouvernement depuis que le pays a réalisé sa pleine indépendance en 1959. Ainsi, le pays, malgré un blocus de plus de 50 ans, possède un taux de mortalité infantile de 5,3‰ et un taux de mortalité maternelle de 31,1 pour 100 000 naissances. Tous les enfants vont à l'école primaire et bénéficient d'une bonne éducation, y compris artistique. De tels progrès montrent qu'il est possible de ne pas suivre les recettes néolibérales et de privilégier au contraire la coopération entre peuples frères du Sud.

M. LESLIE KOJO CHRISTIAN (Ghana) a expliqué que son pays s'appuyait sur une croissance économique soutenue favorable à la réalisation des OMD d'ici à 2015. Il a toutefois noté qu'en dépit de ces réels progrès, la fin de la pauvreté n'était pas encore à l'ordre du jour. En Afrique, a-t-il dit, l'extrême pauvreté et la faiblesse des revenus, couplées aux conflits, ne laissent prévoir que des avancées modestes. Il a ainsi expliqué qu'au Ghana, la pauvreté urbaine, la mortalité infantile élevée et l'impact des maladies infectieuses constituaient des défis de taille. Le représentant a ensuite admis que chaque pays avait la responsabilité première de son propre développement, par le biais notamment d'une bonne gouvernance et de politiques économiques attractives pour les investisseurs étrangers. Il a cependant ajouté que la mondialisation allait de pair avec une interdépendance intense entre pays. Nous avons besoin de partenariats mondiaux solides par lesquels les politiques internationales agissent en complément des efforts de croissance favorable aux pays pauvres, a-t-il déclaré. M. Kojo Christian a de plus souligné l'utilité des grandes conférences internationales qui, à l'instar de la Conférence de Monterrey, fournissent des mécanismes d'appui à la pleine mise en œuvre des OMD et autres accords en faveur du développement.

M. FAZLI CORMAN (Turquie) a affirmé que son pays avait fait de bons progrès dans la réalisation des OMD. La Turquie a ainsi adapté son Plan national de développement 2007-2013 aux exigences liées aux OMD, a-t-il souligné. Selon lui, on ne peut pas se satisfaire uniquement de progrès enregistrés au seul niveau national. Les objectifs doivent être également atteints au niveau mondial, d'où la nécessité, a-t-il ajouté, d'une action concertée des gouvernements, du monde des affaires et des organisations de la société civile, à la fois dans les pays développés et en développement. Le représentant a par ailleurs mis l'accent sur la nécessité d'adopter une démarche intégrée des OMD. Exprimant le soutien continu de la Turquie à la cause des pays les moins avancés, le représentant a annoncé qu'elle avait l'intention d'accueillir la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA qui doit se tenir avant la fin de la décennie.

M YUKIO TAKASU (Japon) a déclaré que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement devait inclure le principe de la sécurité humaine en contribuant à la naissance de communautés protégées et en bonne santé. Les progrès doivent être mesurés sur la base des capacités que nous donnons aux individus de se réaliser en exploitant tout leur potentiel. Dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'eau, nous promouvons une approche intégrée, multisectorielle et participative, a-t-il ajouté, en précisant qu'au mois de mai, le Japon, en collaboration avec les Nations Unies, le Programme des Nations pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, accueillera la quatrième Conférence de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD IV) avec la participation escomptée de 40 pays africains. Le représentant a ensuite rappelé que l'eau était la base de la vie, et est une ressource indispensable à l'activité humaine liée, en cas de pénurie, aux conflits et à la pauvreté. Il a noté que 2008 avait été désignée Année internationale de l'assainissement, appelant la communauté internationale à prendre les mesures adaptées à une gestion efficace et partagée des ressources en eau. Le représentant a conclu en déclarant que dans le cadre de la réalisation de l'Objectif d'éducation pour tous, le Japon continuerait de promouvoir des programmes d'éducation technique tenant compte des particularités sociales et nationales des pays.

Mme MARIA RUBIALES DE CHAMORRO (Nicaragua) a reconnu que des progrès ont été accomplis dans la réalisation de certains des Objectifs du Millénaire pour le développement, mais qu'il restait encore beaucoup à faire. Le Gouvernement nicaraguayen estime que les OMD sont des Objectifs minimaux, auxquels tout peuple aspire pour vivre dans la dignité. Nous encourageons la

démocratie directe et citoyenne, a déclaré la représentante, qui a assuré voir dans cette approche un moyen pour le peuple de son pays d'être associé aux processus de prise de décisions à tous les niveaux et à la création d'opportunités. Des politiques d'amélioration des zones rurales ont été mises en place par le Gouvernement nicaraguayen, qui touchent près de 200 000 personnes. À la fin de l'année, plus de 47 000 bons alimentaires permettront de satisfaire les besoins de 235 000 personnes. Par ailleurs, il a également été décidé de rendre la scolarité gratuite dans tous les pays, a dit Mme De Chamorro. En outre, en matière de santé, il a été décidé d'échanger les armes de la guerre contre du matériel médical et la rénovation des hôpitaux, a-t-elle ajouté. Des campagnes de sensibilisation sur les déséquilibres en matière de parité et sur l'égalité des chances ont été lancées dans les zones rurales. Toutefois, comme l'ont fait observer le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général, le renforcement de l'aide internationale est indispensable à cette fin.

M. GONZALO GUILLÉNBEKER (Pérou) a affirmé que la croissance ou les ressources en elles-mêmes ne permettraient pas d'éliminer la pauvreté ou de favoriser l'inclusion sociale. L'État a un rôle fondamental à jouer pour canaliser les potentialités et mieux répartir les bénéfices de la croissance dans le cadre de programmes sociaux, a-t-il également souligné. Selon le représentant, la croissance dans le pays a permis de générer des emplois au Pérou. L'État a travaillé afin que les emplois soient de meilleure qualité, a-t-il ajouté, évoquant également d'autres mesures ayant conduit à réduire les disparités. Le Pérou se voit affecté, comme d'autres, par une diminution des ressources extérieures qui seraient cependant nécessaires pour la promotion de son développement social, a-t-il ajouté. Selon lui, pour que les efforts nationaux soient couronnés de succès, il convient de bénéficier d'un environnement adéquat. L'appui de la communauté internationale est plus nécessaire que jamais pour atteindre les OMD, a-t-il conclu.

M. JAVAD AMIN-MANSOUR (République islamique d'Iran) a noté que le fossé entre riches et pauvres continuait de se creuser, du fait notamment de tendances économiques qui aggravent les inégalités et enferment des millions d'individus dans le besoin. Le représentant a estimé que pour réduire la pauvreté, des politiques pertinentes devaient intégrer le développement technologique du secteur agricole, la prévention de la hausse des prix des denrées alimentaires, le renforcement des pêcheries et l'amélioration de l'utilisation des ressources naturelles. Évoquant ensuite la situation dans son pays, le représentant a prévu que les Objectifs en matière d'éducation seraient atteints dans les temps, grâce notamment au rôle accru du secteur privé dans l'établissement de programmes de formation scolaires et universitaires à buts non lucratifs. Il a par ailleurs estimé que l'éducation des réfugiés dans les pays hôtes, en situation de conflit ou sortant d'un conflit, devait recevoir toute l'attention qu'elle mérite de la part de la communauté internationale. Au plan de la santé, le représentant iranien a souligné les bons résultats obtenus par son pays en matière de réduction de la mortalité infantile et maternelle, ainsi que pour prévenir la diffusion de maladies transmissibles. De nouveau, il a plaidé pour un appui sanitaire aux réfugiés, aux personnes déplacées, ou aux populations touchées par des catastrophes naturelles ou vivant dans des régions troublées par les conflits.

M. JOHAN L. LØVALD (Norvège) a estimé qu'il serait difficile, mais possible, de réaliser les OMD d'ici à 2015. Pour sa part, le Gouvernement norvégien, avec l'engagement personnel pris par son Premier Ministre, a décidé d'accorder une priorité aux Objectifs n°4 et n°5, relatifs à la santé des mères et des enfants. En septembre dernier, ici à New York, une Campagne mondiale pour les Objectifs de santé du Millénaire a été lancée par de nombreux chefs d'État et des Ministres, a rappelé M. Løvald. Plus de 40 pays, organisations et fonds s'y sont associés depuis, s'est félicité le représentant, qui a annoncé que la Norvège avait décidé de contribuer en faveur des Objectifs cités ci-dessus à hauteur de 1 milliard de dollars au cours des 10 prochaines années. Deux autres aspects fondamentaux sont l'éducation universelle et l'autonomisation des femmes, a poursuivi le délégué, qui a expliqué que des progrès à cet égard seraient une condition préalable pour réaliser l'éradication de la pauvreté.

M. HENRI-PAUL NORMANDIN(Canada) a estimé que de nouveaux mécanismes doivent être mis en place pour progresser rapidement dans la réalisation des OMD. Il a indiqué que son pays consacrait un financement de 50 millions de dollars sur deux ans à un nouveau fonds d'innovation pour le développement. Pour accélérer les progrès vers l'atteinte des OMD, tous les acteurs doivent participer au débat, a-t-il ajouté, rappelant qu'au niveau mondial la société civile contribue à hauteur de 40 milliards de dollars au titre de l'aide au développement. La participation des femmes est également cruciale, a encore dit le délégué canadien, la parité hommes/femmes ainsi que l'autonomisation des

femmes étant des objectifs de développement en soi et des buts essentiels à la réussite des OMD. Il a par ailleurs fait savoir que son pays respecterait son engagement de doubler l'aide à l'Afrique en 2008-2009 par rapport aux niveaux de 2003-2004, cela pour soutenir encore plus les efforts en matière de santé et d'éducation. Il a, enfin, déclaré que les partenaires des pays en développement comptaient sur les pays industrialisés pour qu'ils respectent leurs engagements et que les citoyens de ces pays s'attendaient à ce que l'argent des contribuables consacré à l'aide internationale donne des résultats concrets.

M. ABDALMAHMOOD ABDALHALEEM MOHAMAD (Soudan) a souligné la nécessité de s'appuyer sur des partenariats solides pour atteindre les OMD. Le Soudan souhaite que les OMD, si essentiels dans les plans de développement, soient atteints, a-t-il déclaré, notant que son pays les avait ainsi intégrés dans sa Constitution et dans l'Accord global de paix. Le Soudan déploie des efforts remarquables pour garantir un environnement intérieur propice au développement social, en s'efforçant notamment de rétablir la paix, a-t-il ajouté. Le représentant a énuméré les différentes mesures prises par son pays pour tenter d'éliminer la pauvreté, améliorer l'alphabetisation des jeunes ou lutter contre le paludisme. Il a mis l'accent sur la nécessité de réaliser des progrès de manière intégrée, ce qui exige, a-t-il dit, des partenariats mondiaux. Il faut, selon lui, mieux faire entendre la voix des pays en développement dans les institutions financières internationales et éliminer les sanctions économiques qui pèsent sur certains pays.

M. ZAINOL RAHIM ZAINUDDIN (Malaisie) a noté que les efforts pour atteindre les OMD étaient entravés par un environnement économique volatile. Il a cité à ce sujet la récente hausse des produits de base dont pâtissent tout particulièrement les pays producteurs en développement. Les prix augmentent, mais ces pays ne font guère de profits, tandis que les compagnies transnationales se taillent la part du lion, a-t-il dit. Le représentant a de plus déploré l'absence de concertation pour améliorer et construire des infrastructures adaptées aux défis du développement dans les pays les plus pauvres. Sans routes, sans ports ni aéroports, ces pays ne profiteront jamais de la hausse des prix de leurs produits pour réaliser les OMD, a ajouté le délégué, avant de plaider en faveur d'une croissance économique soutenue destinée à transformer le cercle vicieux du sous-développement en cycle de progrès. À cette fin, il a appelé de ses vœux une coopération accrue entre les gouvernements nationaux et les acteurs de la communauté internationale. Cela suppose que les approches favorables au libéralisme sont insuffisantes si elles sont dépourvues du soutien de l'action gouvernementale et de la communauté internationale à la prise en main des programmes de développement par les pays, a estimé M. Zainuddin.

M. SIRODJIDIN M. ASLOV (Tadjikistan) a déclaré qu'atteindre les OMD était dans le domaine du possible malgré les inégalités criardes qu'on observe de par le monde. Une assistance aux pays en situation difficile est tout particulièrement importante à cet égard. Au niveau national, le Tadjikistan a aligné ses politiques socioéconomiques sur les Objectifs prioritaires relatifs à la pauvreté, à la santé et à l'éducation, a indiqué le représentant. Nous avons le potentiel qui nous permettra, s'il est bien exploité, de construire une bonne base de développement, a-t-il affirmé. Nous avons des produits de base, des ressources énergétiques et agricoles, ainsi qu'une industrie touristique florissante, a ajouté le délégué. Des efforts ont été déployés pour élargir l'accès à l'eau potable dans les zones rurales qui en étaient privées jusque là, ainsi qu'aux services de santé. Le Tadjikistan investira 84 milliards de dollars jusqu'en 2015 pour réaliser les Objectifs liés à l'éradication de la pauvreté et à la santé, a annoncé le représentant tadjike.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel